



**RAPPORT FINANCIER 2018
CONSOLIDÉ**

Exercice terminé le 31 décembre

2018



Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale



100, rue Charbonneau
Rosemère (Québec) J7A 3W1
T. : 450 621-3500
ville.rosemere.qc.ca

Le 18 avril 2019

Attestation de la trésorière sur le rapport financier consolidé

Aux membres du conseil,

Je soussignée, Jocelyne Montreuil, atteste la véracité du rapport financier consolidé de la Ville de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

La directrice du Service des finances et trésorière,

Jocelyne Montreuil, CPA, CA

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Rosemère

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Rosemère** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Rosemère** au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Rosemère** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tisons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

1



Vaudreuil-Dorion,
Le 18 avril 2019

¹ Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Budget	Réalisations	
	2018	2018	2017
		Redressé note 22	
Revenus			
Taxes	1	23 867 500	23 659 016
Compensations tenant lieu de taxes	2	505 500	506 515
Quotes-parts	3		
Transferts	4	537 591	1 970 433
Services rendus	5	2 104 158	2 860 537
Imposition de droits	6	1 585 000	1 304 020
Amendes et pénalités	7	1 660 400	1 602 492
Revenus de placements de portefeuille	8	50 000	89 085
Autres revenus d'intérêts	9	110 872	140 206
Autres revenus	10	54 757	713 194
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	30 475 778	32 845 498
Charges			
Administration générale	14	4 588 360	4 760 477
Sécurité publique	15	6 463 517	6 085 387
Transport	16	8 081 100	8 981 446
Hygiène du milieu	17	7 403 763	7 086 099
Santé et bien-être	18	310 200	217 748
Aménagement, urbanisme et développement	19	747 240	753 006
Loisirs et culture	20	4 538 700	4 267 233
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	831 539	784 840
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	32 964 419	32 936 236
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 488 641)	(90 738)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	66 015 695	66 340 582
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(234 149)
Solde redressé	28	66 015 695	66 106 433
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	64 729 249	66 015 695

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
			Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 056 855	5 968 437
Débiteurs (note 5)	2	11 526 483	11 979 756
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	140 503	125 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	15 723 841	18 073 806
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 186 831	8 107 608
Revenus reportés (note 12)	12	229 037	222 900
Dette à long terme (note 13)	13	30 708 071	27 017 338
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 089 130	1 183 098
	15	38 213 069	36 530 944
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(22 489 228)	(18 457 138)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	86 352 297	83 267 014
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	399 059	727 559
Stocks de fournitures	19	419 293	338 493
Autres actifs non financiers (note 17)	20	47 828	139 767
	21	87 218 477	84 472 833
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	64 729 249	66 015 695

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget	Réalisations	
	2018	2018	2017
			Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 488 641)	(1 286 446)
Variation des immobilisations			(90 738)
Acquisition	2	(14 574 200)	(7 136 702)
Produit de cession	3		92 214
Amortissement	4	3 822 440	4 315 589
(Gain) perte sur cession	5		(26 901)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(328 500)
	7	(10 751 760)	(3 084 300)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		328 500
Variation des stocks de fournitures	9		(80 800)
Variation des autres actifs non financiers	10		90 956
	11		338 656
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		28 971
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		25 950
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(13 240 401)	(4 032 090)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			(5 219 679)
Solde déjà établi	15		(18 457 138)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		62 042
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18		(18 457 138)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(22 489 228)	(18 457 138)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 286 446)	(90 738)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 315 589	4 153 100
Autres			
- Gain sur disposition	3	(26 901)	(43 254)
- Variation JV placement	4	30 423	30 563
	5	3 032 665	4 049 671
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	431 342	198 950
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 898 846)	3 466 165
Revenus reportés	9	6 137	125 373
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(93 969)	262 688
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(80 800)	(23 732)
Autres actifs non financiers	13	90 959	114 743
	14	1 487 488	8 193 858
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 136 702)	(9 357 666)
Produit de cession	16	92 214	63 958
	17	(7 044 488)	(9 293 708)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(47 678)	(47 678)
Remboursement ou cession	19	2 364	52 459
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(45 314)	4 781
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	7 904 833	6 401 495
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 203 945)	(6 894 863)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(10 156)	3 549
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 690 732	(489 819)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 911 582)	(1 584 888)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	5 968 437	7 535 284
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		18 041
Solde redressé	33	5 968 437	7 553 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 056 855	5 968 437

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rosemère (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

s.o.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des partenariats suivants selon les proportions indiquées :

	Quotes-parts 2018	Quotes-parts 2017
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine (RIAERL)		
Activités de l'exercice :	64,87 %	64,86 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	58,71 %	58,69 %
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB)		
Activités de l'exercice :	22,33 %	23,05 %
Activités cumulatives à la fin de l'exercice :	22,43 %	22,44 %
Conseil intermunicipal de transport Laurentides * (CITL)		
Activités de l'exercice :	s.o.	9,45 %

* L'adoption du projet de Loi 76 le 20 mai 2016 a mené à la dissolution du Conseil intermunicipal de transport des Laurentides le 1er juin 2017.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Rosemère, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs financiers et les actifs non financiers sont comptabilisés selon les méthodes comptables suivantes :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Infrastructures	15 - 40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	3 - 10 ans
Véhicules	5 - 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 - 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	4 - 20 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et compensations tenant lieu de taxes concernant les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés;

- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'administration municipale et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour les employés de l'administration municipale et de la RIPTB, en plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent également les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'administration municipale et de la RIPTB en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur marchande pour la RIPTB et selon la méthode de la valeur marchande pour le volet courant et de la valeur lissée 3 ans pour le volet antérieur pour l'administration municipale. De plus, la RIPTB et l'administration municipale ont tenu compte du solde de cotisations versées d'avance de l'employeur à la fin de l'année 2018 et ont soustrait cette somme à la valeur marchande de l'actif.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquels la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Pour l'administration municipale

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

Pour la RIPTB

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestation déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

Pour la RIAERL

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs éventuels

À compter le présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Les informations requises sur les actifs éventuels de la Ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 21. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs ou à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la Ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations inter-entités

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 2200 Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Il n'y a eu aucune opération interentité au cours de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 056 855	4 535 470
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		1 432 967
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		

Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)

à la fin de l'exercice

Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	8	4 056 855	5 968 437
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	9	393 166	228 489
	10	675 900	3 375 200

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composées des éléments suivants :

- Fonds de parc et terrains de jeux : 187 816 \$
- Fonds de roulement : 47 778 \$
- Fonds de stationnement : 14 566 \$
- Fonds de stabilisation de dépenses : 132 700 \$
- Autres : 10 306 \$

5. Débiteurs

Taxes municipales	11	675 581	752 171
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	1 214	1 214
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 108 174	7 327 097
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 332 775	1 523 629
Organismes municipaux	15	1 002 911	518 611
<i>Autres</i>			
- Amendes et frais de cour	16	603 188	650 450
- Mutation et autres	17	1 802 640	1 206 584
	18	11 526 483	11 979 756

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 459 319	5 412 193
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21	303 400	350 000
	22	4 762 719	5 762 193
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	333 964	342 598

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	140 503	125 613
Autres placements	31		
	32	140 503	125 613
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	(2 364)	

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement par l'administration municipale et par la RIPTB au fonds collectif de franchise d'assurance.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(471 130)	(610 098)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(618 000)	(573 000)
	37	<u>(1 089 130)</u>	<u>(1 183 098)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 085 826	1 176 563
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	61 000	50 000
Régimes à cotisations déterminées	40		35 100
Autres régimes (REER et autres)	41		3 508
Régimes de retraite des élus municipaux	42	40 340	1 287
	43	<u>1 187 166</u>	<u>1 266 458</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

Ville de Rosemère

La Ville bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 2 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, la marge de crédit n'est pas utilisée.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine

La RIAERL a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La RIPTB bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000\$ est aussi disponible. Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 230 942	4 230 252
Salaires et avantages sociaux	48	1 260 310	1 546 100
Dépôts et retenues de garantie	49	1 786 289	1 729 444
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	129 178	94 395
- Autres courus et passifs	54	780 112	507 417
-	55		
-	56		
-	57		
	58	6 186 831	8 107 608

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	187 816	187 816
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Inscriptions loisirs et autres	68	41 221	35 084
-	69		
-	70		
-	71		
	72	229 037	222 900

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

						2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,20	2019	2025	73	30 926 321	27 225 433
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	30 926 321	27 225 433
Frais reportés liés à la dette à long terme					82(	218 250 ) (	208 095)
					83	30 708 071	27 017 338

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres		
2019	84	92	9 542 166	100	109	9 542 166
2020	85	93	6 297 939	101	110	6 297 939
2021	86	94	4 538 226	102	111	4 538 226
2022	87	95	4 545 174	103	112	4 545 174
2023	88	96	5 943 111	104	113	5 943 111
2024 et +	89	97	59 705	105	114	59 705
	90	98	30 926 321	106	115	30 926 321
Intérêts et frais accessoires			107 (	)	124()
	91	99	30 926 321	108	116	30 926 321

Note

			2018	2017
14. Actifs financiers nets (dettes nettes)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal			126 (22 489 228)	(18 457 138)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes			127 () ()	() ()
Autres			128 () ()	() ()
			129 (22 489 228)	(18 457 138)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations	Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	36 671 828	158	61 861	185		212	36 733 689
Eaux usées	131	28 134 609	159	5 687 025	186		213	33 821 634
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	44 982 108	160	95 940	187		214	45 078 048
Autres	133	17 398 790	161	262 736	188		215	17 661 526
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	20 903 750	163	302 100	190		217	21 205 850
Améliorations locatives	136	119 947	164	10 292	191	14 421	218	115 818
Véhicules	137	3 084 035	165	375 768	192	262 834	219	3 196 969
Ameublement et équipement de bureau	138	4 076 722	166	118 742	193	119 867	220	4 075 597
Machinerie, outillage et équipement divers	139	7 295 862	167	98 062	194	196 070	221	7 197 854
Terrains	140	3 229 450	168		195	(328 500)	222	3 557 950
Autres	141	190 460	169		196		223	190 460
	142	166 087 561	170	7 012 526	197	264 692	224	172 835 395
Immobilisations en cours	143	115 835	171	124 176	198		225	240 011
	144	166 203 396	172	7 136 702	199	264 692	226	173 075 406
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	15 093 516	173	844 915	200		227	15 938 431
Eaux usées	146	13 410 195	174	566 880	201		228	13 977 075
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	24 620 275	175	903 890	202		229	25 524 165
Autres	148	9 527 472	176	726 185	203		230	10 253 657
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	8 941 005	178	520 101	205		232	9 461 106
Améliorations locatives	151	66 331	179	12 962	206	14 421	233	64 872
Véhicules	152	1 908 460	180	262 618	207	224 651	234	1 946 427
Ameublement et équipement de bureau	153	3 696 229	181	124 577	208	119 868	235	3 700 938
Machinerie, outillage et équipement divers	154	5 482 439	182	353 461	209	169 922	236	5 665 978
Autres	155	190 460	183		210		237	190 460
	156	82 936 382	184	4 315 589	211	528 862	238	86 723 109
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	83 267 014					239	86 352 297
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	243		245		247		
Amortissement cumulé	241 (_____)	244 (_____)	246 (_____)	248 (_____)				
Valeur comptable nette	242 _____				249 _____			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	399 059	727 559
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253	399 059	727 559
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	399 059	727 559
Note			
Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la Ville de Rosemère a reclassé 328 500 \$ dans les immobilisations corporelles (terrains).			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	256	47 828	139 767
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	47 828	139 767

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2018, la Ville s'est engagée en vertu de contrats, à verser un montant total de 30 086 303 \$.

Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochaines années sont les suivants :

2019 - 7 198 397 \$	2022 - 1 152 243 \$
2020 - 2 394 453 \$	2023 - 1 144 892 \$
2021 - 1 156 812 \$	

19. Droits contractuels

Au 31 décembre 2018, la Ville a signé des baux et des ententes ayant des échéances entre 2021 et 2038. Les revenus locatifs estimatifs et le remboursement des salaires réels tel que prévu aux ententes s'élèvent à 852 505 \$ et se détaillent ainsi :

2019 - 96 145 \$
2020 - 97 984 \$
2021 - 87 265 \$
2022 - 43 882 \$
2023 - 52 101 \$
2024 et suivantes - 475 127 \$

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

s.o.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2018, les réclamations pendantes s'élèvent à 14,7 M\$. Une provision de 615 000 \$ a été comptabilisée.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: les indemnisations des polices d'assurance, la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

De plus, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité visant la Loi 15 sur les régimes de retraite ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2018.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels

Au cours de l'exercice, la RIAERL a fait une réclamation à ses assurances relativement à des bris d'équipements survenus en 2017. La direction estime qu'il est probable qu'elle récupère une somme de 65 372 \$, selon la quote-part attribuable à la Ville. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

22. Redressement aux exercices antérieurs

L'état consolidé des résultats à la page S7 présente à la ligne 27 un montant de 62 042 \$ qui correspond aux propriétés destinées à la revente "autres" qui ont été radiées.

Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente - Autres : (62 042) \$

Excédent (déficit) accumulé

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs : 62 042 \$

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par le Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Événements postérieurs à la date du bilan

Réclamations

En avril 2019, suite à de la pluie verglaçante occasionnant des pannes d'électricité, la RIAERL a reçu 26 réclamations relativement à des refoulements d'égouts. Les dossiers de réclamations étant au stade de l'analyse des dommages, le montant total des réclamations n'est pas encore connu.

La RIAERL n'est donc pas en mesure d'évaluer les incidences possibles de ces éléments.

26 Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclasés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			Total consolidé¹	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	23 659 016	23 867 500	23 757 029		23 757 029	
Compensations tenant lieu de taxes	2	506 515	505 500	536 069		536 069	
Quotes-parts	3				5 341 430		
Transferts	4	575 369	497 800	539 260		46 744	
Services rendus	5	2 202 015	2 080 600	2 078 346		209 334	
Imposition de droits	6	1 304 020	1 585 000	1 939 212			
Amendes et pénalités	7	786 938	845 000	655 369		820 894	
Revenus de placements de portefeuille	8	89 085	50 000	89 705			
Autres revenus d'intérêts	9	119 911	100 000	97 338		31 054	
Autres revenus	10	132 870	50 000	81 019		128 392	
Effet net des opérations de restructuration	11					14 394	
	12	29 375 739	29 581 400	29 773 347		6 463 850	
						30 828 112	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	547 944		125 544		125 544	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			9 758		9 758	
Autres	18	570 647		9 489		9 489	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 118 591		144 791		144 791	
	21	30 494 330	29 581 400	29 918 138		6 463 850	
						30 972 903	
Charges							
Administration générale	22	4 572 641	4 411 460	4 419 032	169 417	4 588 449	
Sécurité publique	23	5 033 710	5 228 100	5 373 570	19 705	5 210 412	
Transport	24	6 274 653	6 815 400	6 528 163	1 338 999	7 867 162	
Hygiène du milieu	25	5 402 885	5 919 700	5 309 313	1 569 234	1 170 764	
Santé et bien-être	26	217 748	310 200	375 479		375 479	
Aménagement, urbanisme et développement	27	725 286	721 140	710 884	28 175	739 059	
Loisirs et culture	28	3 635 896	3 944 300	3 847 200	770 848	4 618 048	
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	654 797	712 800	748 236		79 003	
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 710 566	3 493 600	3 896 378 (	3 896 378)	
	33	30 228 182	31 556 700	31 208 255		6 460 179	
Excédent (déficit) de l'exercice	34	266 148	(1 975 300)	(1 290 117)		3 671	
						(1 286 446)	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé^{1}
Excédent (déficit) de l'exercice	1 266 148	(1 975 300)	(1 290 117)	3 671	(1 286 446)
Moins: revenus d'investissement	2 (1 118 591)	() ()	(144 791 )	) ( )	144 791)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3 (852 443)	(1 975 300)	(1 434 908)	3 671	(1 431 237)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Amortissement	4 3 710 566	3 493 600	3 896 378	419 211	4 315 589
Produit de cession	5 54 801		85 861	6 353	92 214
(Gain) perte sur cession	6 (41 675)		(26 611)	(290)	(26 901)
Réduction de valeur / Reclassement	7		(328 500)		(328 500)
	8 3 723 692	3 493 600	3 627 128	425 274	4 052 402
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10		328 500		328 500
	11		328 500		328 500
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12 48 344				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14 30 563		30 423	2 364	32 787
	15 78 907		30 423	2 364	32 787
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (2 416 289)	(2 448 600)	(2 409 555)	(119 177)	(2 528 732)
	18 (2 416 289)	(2 448 600)	(2 409 555)	(119 177)	(2 528 732)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (46 130)	(19 200)	(117 803)	(64 669)	(182 472)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20 15 200				
Excédent de fonctionnement affecté	21 1 515 200	875 000	875 000	263 220	1 138 220
Réserves financières et fonds réservés	22 (1 196 522)	30 500	(84 954)		(84 954)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23 35 612	44 000	22 293	(34 064)	(11 771)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25 323 360	930 300	694 536	164 487	859 023
	26 1 709 670	1 975 300	2 271 032	472 948	2 743 980
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27 857 227		836 124	476 619	1 312 743

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	1	Réalisations 2017	Réalisations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	1 118 591	144 791		144 791
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(117 239)	(58 898)	()	(58 898)
Sécurité publique	3	(10 423)	(212 103)	(131 823)	(343 926)
Transport	4	(2 197 735)	(514 431)	()	(514 431)
Hygiène du milieu	5	(3 643 565)	(5 796 227)	(16 771)	(5 812 998)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(51 695)	()	(51 695)
Loisirs et culture	8	(3 138 914)	(354 754)	()	(354 754)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(9 107 876)	(6 988 108)	(148 594)	(7 136 702)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(44 102)	(44 102)	(3 576)	(47 678)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 600 017	7 000 100	218 527	7 218 627
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	46 130	117 803	64 669	182 472
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15			25 444	25 444
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	518 550	352 675	342	353 017
	18	564 680	470 478	90 455	560 933
	19	(5 987 281)	438 368	156 812	595 180
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(4 868 690)	583 159	156 812	739 971

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017	2018		
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 239 355	2 259 326	1 797 529
Débiteurs (note 5)	2	10 859 495	10 870 834	930 325
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4	117 976	131 655	8 848
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	15 216 826	13 261 815	2 736 702
				15 723 841
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 097 612	5 462 818	998 689
Revenus reportés (note 12)	12	222 900	229 037	229 037
Dette à long terme (note 13)	13	25 766 143	29 820 283	887 788
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	519 000	541 000	548 130
	15	33 605 655	36 053 138	2 434 607
				38 213 069
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(18 388 829)	(22 791 323)	302 095
				(22 489 228)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	78 382 241	81 743 223	4 609 074
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	727 559	399 059	399 059
Stocks de fournitures	19	338 493	419 293	419 293
Autres actifs non financiers (note 17)	20	18 567	17 662	30 166
	21	79 466 860	82 579 237	4 639 240
				87 218 477
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 922 721	3 022 823	820 713
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 090 754	915 754	208 899
Réserves financières et fonds réservés	24	1 699 439	2 002 919	2 002 919
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(463 073)	(485 367)	(301 685)
Financement des investissements en cours	26	(2 260 983)	(2 213 002)	28 563
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	58 089 173	56 544 787	4 184 845
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	61 078 031	59 787 914	4 941 335
				64 729 249

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	6 799 712	6 808 882	10 328 734	10 154 442
Charges sociales	2	2 075 248	1 947 528	2 859 245	2 873 789
Biens et services	3	10 123 840	9 483 224	10 811 792	12 737 902
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	520 350	604 650	611 984	480 386
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	173 450	126 586	144 564	192 731
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	19 000	17 000	70 691	111 723
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	7 854 800	7 539 563	2 259 269	1 602 092
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	496 700	589 860	617 912	548 022
Amortissement des immobilisations	14	3 493 600	3 896 378	4 315 589	4 153 100
Autres					
- Crédences douteuses et autres	15		194 584	239 569	82 049
-	16				
-	17				
	18	31 556 700	31 208 255	32 259 349	32 936 236

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 843 536	3 501 158
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 124 653	1 353 973
Réserves financières et fonds réservés	3	2 002 919	1 699 782
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(787 052)	(798 823)
Financement des investissements en cours	5	(2 184 439)	(2 388 574)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	60 729 632	62 648 179
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	64 729 249	66 015 695
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 022 823	2 922 721
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	820 713	578 437
	11	3 843 536	3 501 158
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Équilibre budgétaire	12	700 000	875 000
- Transport collectif	13	207 754	207 754
- Autres	14	8 000	8 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	915 754	1 090 754
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Équilibre budgétaire	22	208 899	263 219
-	23		
-	24		
	25	208 899	263 219
	26	1 124 653	1 353 973
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Fonds d'oeuvres d'art	27		22 500
- Fonds d'infrastructures	28		1 343 670
- Fonds de stabilisation	29		132 700
-	30		
-	31		
	32	1 476 370	1 188 970
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	47 778	10 607
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	464 205	492 296
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		343
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	14 566	7 566
-	46		
	47	526 549	510 812
	48	2 002 919	1 699 782

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (179 000) () (179 000)	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (134 994) () (151 982)	
Autres	52 () (324 986) () (365 256)	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (190 000) () (190 000)	
	54 () (828 980) () (886 238)	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () () ()	
Assainissement des sites contaminés	56 () () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () () ()	
Autres	58 () () ()	
-	59 () () ()	
	60 () (828 980) () (886 238)	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (2 705) () (5 511)	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () () ()	
Autres	66 () () ()	
-	67 () () ()	
	68 () (2 705) () (5 511)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ((44 633)) () ((92 926))	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () () ()	
Autres	72 () () ()	
-	73 () () ()	
	74 () ((44 633)) () ((92 926))	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (787 052) () (798 823)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 860 615	2 312 270
Investissements à financer	83 (4 045 054 ) (	4 700 844)
	84 (2 184 439)	(2 388 574)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 86 352 297	83 267 014
Propriétés destinées à la revente	86 399 059	727 559
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 140 503	125 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 86 891 859	84 120 186
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 86 891 859	84 120 186
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (30 708 071 ) (	27 017 338)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (218 250 ) (	208 095)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 762 887	5 762 193
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 10 306	
	98 (26 153 128 ) (	21 463 240)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (9 099 ) (	8 767)
	100 (26 162 227 ) (	21 472 007)
	101 60 729 632	62 648 179

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____ 2 _____	1 _____ 2 _____

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

1

2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de l'administration municipale et le régime de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville (RIPTB) sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec* (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération ou de la moyenne des huit meilleures année de rémunération pour certains employés de la RIPTB. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2017.

L'évaluation actuarielle la plus récente de la Régie intermunicipale Thérèse-De Blainville des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2015 et la prochaine évaluation devrait être effectuée en date du 31 décembre 2018.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la "Loi"). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (610 098)	(384 410)
Charge de l'exercice	4 (1 085 826)	(1 176 563)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 224 794	950 875
Actif (passif) à la fin de l'exercice	<u>6 (471 130)</u>	<u>(610 098)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 37 168 951	37 146 574
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (39 007 424)	(38 216 832)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 838 473)	(1 070 258)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 367 343	460 160
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (471 130)	(610 098)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	<u>13 (471 130)</u>	<u>(610 098)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 37 168 952	15 140 574
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (39 007 424)	(16 210 832)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 838 472)	(1 070 258)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 835 388	1 693 609
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 29 000	(58 927)
Cotisations salariales des employés	20 1 864 388	1 634 682
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (935 525)	(732 144)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 928 863	902 538
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24 107 189	150 408
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	30 000
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	29	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	30	
Rendement espéré des actifs	31 1 036 052	1 082 946
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	32 2 082 487	1 963 238
Charge de l'exercice	33 (2 032 713)	(1 869 621)
	34 49 774	93 617
	<u>35 1 085 826</u>	<u>1 176 563</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(395 044)	3 042 997
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(2 032 713)	(1 869 621)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(2 427 757)	1 173 376
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	1 413 385	(529 018)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 742 896	2 247 435
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	21 419 000	22 520 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		1 103 981
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	18	18
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,67 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,50 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53 1	54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les employés de l'administration municipale bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite qui comprennent notamment l'assurance-vie et la couverture de soins de santé.

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

	2018	2017
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (573 000)	(536 000)
Charge de l'exercice	56 (61 000)	(50 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 16 000	13 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(618 000)</u>	(573 000)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (591 000)	(547 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (591 000)	(547 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>(27 000)</u>	(26 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (618 000)	(573 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(618 000)</u>	(573 000)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (591 000)	(547 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(591 000)</u>	(547 000)

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 40 000	42 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>40 000</u>	(10 000)
Cotisations salariales des employés	72 ()	32 000
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()

Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	74 ()	()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés)	75 40 000	32 000
lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	76 1 000	1 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	
	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Autres		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	81 82 83 41 000 84 20 000 85 () 86 20 000 87 61 000	33 000 17 000 () 17 000 50 000
Rendement espéré des actifs		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)		
Charge de l'exercice		
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 92 16 000	29 000 13 000
Prestations versées au cours de l'exercice		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95 96 11	11
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,50 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,63 %	5,75 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 036	2 036
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	35 100
	112	35 100

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	3 508

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	11 976	306
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	40 340	1 287
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	40 340	1 287

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	17 658 200	17 523 479	17 523 479
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 312 700	2 301 656	2 288 505
Activités de fonctionnement	3			1 166 470
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	19 970 900	19 825 135	19 777 247
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 740 000	1 697 213	1 697 213
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 590 800	1 593 171	1 593 171
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		76 685	76 685
Service de la dette	18	565 800	564 825	564 825
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 896 600	3 931 894	3 931 894
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 896 600	3 931 894	3 931 894
	27	23 867 500	23 757 029	23 659 016

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2018	2018	2018	2017
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			921
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			921
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	76 200	79 171	76 164
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	429 300	456 898	429 430
	36	505 500	536 069	505 594
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	505 500	536 069	506 515
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité				
Autres	49			
	50			
	51			
	52	505 500	536 069	506 515

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		18 826	13 237
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	13 900	46 854	46 854
Enlèvement de la neige	59			57 532
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		496 829	
Transport adapté	62		64 655	
Transport scolaire	63			
Autres	64			207 903
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	59 400	37 822	58 660
Réseau de distribution de l'eau potable	69	39 600	38 566	38 951
Traitement des eaux usées	70			38 990
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	115 000	156 636	156 636
Tri et conditionnement	74			135 850
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	800	1 077	1 077
Promotion et développement économique	85			1 293
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	18 800	22 782	22 782
Activités culturelles				35 428
Bibliothèques	88	65 300	59 617	59 617
Autres	89			67 149
Réseau d'électricité	90			
	91	312 800	363 354	400 159
				1 216 477

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	62 772	62 772	220 767
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			17 497
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	31 386	31 386	185 419
Réseaux d'égout	109			
Autres	110	31 386	31 386	141 758
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	125 544	125 544	565 441

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	185 000	175 906	180 506
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139		9 939	8 009
	140	185 000	175 906	185 845
TOTAL DES TRANSFERTS	141	497 800	664 804	1 970 433

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffre et application de la loi	142	125 500	120 999	212 353
Évaluation	143			
Autres	144	225 100	218 304	240 857
	145	350 600	339 303	453 210
Sécurité publique				
Police	146	50 000	48 805	71 492
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	50 000	48 805	71 492
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			26 470
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			26 470
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	1 211 000	1 221 612	1 079 281
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	16 100		15 664
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	1 227 100	1 221 612	1 094 945
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			4 432
	177			4 432
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité				
	182			
	183	1 627 700	1 609 720	1 650 549

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffre et application de la loi	184			16 946
Évaluation	185			
Autre	186	61 700	64 808	89 849
	187	61 700	64 808	106 795
Sécurité publique				
Police	188			174 846
Sécurité incendie	189			136 719
Sécurité civile	190			
Autres	191	10 000	14 038	15 267
	192	10 000	14 038	151 986
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			522 021
Transport adapté	197			40 790
Transport scolaire	198			18 983
Autres	199			
Autres	200	20 100	6 292	20 860
	201	20 100	6 292	602 654
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211	11 700	15 350	15 350
	212	11 700	15 350	13 698
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	25 500	22 100	22 100
	221	25 500	22 100	37 550
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	323 900	346 038	346 038
	225	323 900	346 038	297 305
Réseau d'électricité	226			
	227	452 900	468 626	643 472
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	2 080 600	2 078 346	2 158 889
				2 860 537

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	125 000	178 110	131 839
Droits de mutation immobilière	230	1 460 000	1 761 102	1 172 181
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	1 585 000	1 939 212	1 304 020
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	845 000	655 369	1 476 263
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235	50 000	89 705	89 085
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	100 000	97 338	128 392
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		26 611	26 901
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240		16 758	16 758
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			219 032
Autres contributions	243		9 489	9 489
Redevances réglementaires	244			351 615
Autres	245	50 000	47 408	122 648
	246	50 000	100 266	99 293
				713 194
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	398 400	453 080	16 273	469 353	469 353
Greffé et application de la loi	2	1 035 000	1 112 180	47 380	1 159 560	1 159 560
Gestion financière et administrative	3	1 621 460	1 624 846	62 117	1 686 963	1 686 963
Évaluation	4	255 900	245 486	6 844	252 330	252 330
Gestion du personnel	5	396 900	435 811	15 670	451 481	451 481
Autres						
- Communication et autres	6	703 800	547 629	21 133	568 762	568 762
-	7					
	8	4 411 460	4 419 032	169 417	4 588 449	4 588 449
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	4 425 800	4 451 287	18 990	4 470 277	5 358 484
Sécurité incendie	10	800 500	912 985		912 985	912 985
Sécurité civile	11	1 800	1 383	715	2 098	2 098
Autres	12		7 915		7 915	27 028
	13	5 228 100	5 373 570	19 705	5 393 275	6 300 595
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 753 700	2 604 527	1 177 008	3 781 535	3 781 535
Enlèvement de la neige	15	1 258 900	1 468 648	42 675	1 511 323	1 511 323
Éclairage des rues	16	322 900	315 921		315 921	315 921
Circulation et stationnement	17	196 100	130 478		130 478	130 478
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 280 200	2 005 138	119 316	2 124 454	2 124 454
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	3 600	3 451		3 451	3 451
	22	6 815 400	6 528 163	1 338 999	7 867 162	7 867 162

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2018	Réalisations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 603 900	1 537 002	424 809	1 961 811	1 853 736
Réseau de distribution de l'eau potable	24	431 600	353 064	562 808	915 872	943 747
Traitement des eaux usées	25	998 800	966 344		966 344	1 031 115
Réseaux d'égout	26	732 600	537 063	543 607	1 080 670	1 080 670
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	284 100	280 928		280 928	276 130
Élimination	28	212 600	206 542		206 542	196 319
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	357 200	263 804		263 804	334 515
Tri et conditionnement	30	286 800	399 277		399 277	31 324
Matières organiques						
Collecte et transport	31	251 300	253 745	38 010	291 755	291 646
Traitement	32	149 200	108 611		108 611	102 856
Matériaux secs	33					317 498
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	598 400	390 224		390 224	354 918
Autres	39	13 200	12 709		12 709	7 934
	40	5 919 700	5 309 313	1 569 234	6 878 547	6 943 318
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	278 400	344 864		344 864	190 902
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	31 800	30 615		30 615	26 846
	44	310 200	375 479		375 479	217 748
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	691 140	680 884	28 175	709 059	709 059
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	30 000	30 000		30 000	30 000
Autres	51					61 902
	52	721 140	710 884	28 175	739 059	739 059
						753 006

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	571 280	496 737	140 169	636 906	636 906
Patinoires intérieures et extérieures	54	657 500	582 059	171 697	753 756	753 756
Piscines, plages et ports de plaisance	55	183 000	196 992	45 865	242 857	242 857
Parcs et terrains de jeux	56	901 500	938 501	234 613	1 173 114	1 003 507
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	194 900	188 661	54 147	242 808	232 939
Autres	59	174 800	168 170		168 170	166 516
	60	2 682 980	2 571 120	646 491	3 217 611	2 946 825
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	142 820	133 943	49 536	183 479	183 479
Bibliothèques	62	1 081 200	1 082 070	59 093	1 141 163	1 141 163
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	37 300	60 067	15 728	75 795	75 795
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	1 261 320	1 276 080	124 357	1 400 437	1 400 437
	67	3 944 300	3 847 200	770 848	4 618 048	4 267 233
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	606 300	636 357		636 357	661 491
Autres frais	70	87 500	94 879		94 879	95 057
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	19 000	17 000		17 000	69 774
Autres	72					917
	73	712 800	748 236		748 236	827 239
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	3 493 600	3 896 378	(3 896 378)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées		
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	Réalisations 2017	
IMMOBILISATIONS						
Infrastructures						
Conduites d'eau potable	1	52 439	52 439	482 862		
Usines de traitement de l'eau potable	2	9 921	9 921	74 569		
Usines et bassins d'épuration	3		16 770			
Conduites d'égout	4	5 690 618	5 690 618	3 037 043		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5					
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	89 561	89 561	1 984 177		
Ponts, tunnels et viaducs	7	29 906	29 906	154 081		
Systèmes d'éclairage des rues	8	4 704	4 704	11 426		
Aires de stationnement	9					
Parcs et terrains de jeux	10	272 472	272 472	3 104 220		
Autres infrastructures	11	21 125	21 125	18 615		
Réseau d'électricité	12					
Bâtiments						
Édifices administratifs	13	255 772	255 772	17 559		
Édifices communautaires et récréatifs	14	19 903	19 903	13 718		
Améliorations locatives	15		10 291	10 759		
Véhicules						
Véhicules de transport en commun	16					
Autres	17	331 288	375 769	95 375		
Ameublement et équipement de bureau	18	119 356	172 023	221 843		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	91 043	115 428	131 419		
Terrains	20					
Autres	21					
	22	6 988 108	7 136 702	9 357 666		

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	52 439	52 439	482 862
Usines de traitement de l'eau potable	24	9 921	9 921	74 569
Usines et bassins d'épuration	25		16 770	
Conduites d'égout	26	5 690 618	5 690 618	3 037 043
Autres infrastructures	27	417 768	417 768	5 272 519
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	817 362	949 186	490 673
	34	6 988 108	7 136 702	9 357 666

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1		10 306	10 306
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	492 289	156 613	184 705
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 755 178	528 136	1 227 042
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	19 215 773	7 062 014	1 815 730
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	21 463 240	7 228 933	2 528 571
				26 163 602
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 412 193	952 874	4 459 319
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11	350 000	46 600	303 400
	12	5 762 193	999 474	4 762 719
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13			
	14	5 762 193	999 474	4 762 719
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec ¹⁵				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	5 762 193	999 474	4 762 719
	19	27 225 433	7 228 933	3 528 045
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	27 225 433	7 228 933	3 528 045
				30 926 321

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	30 036 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 041 599
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	464 205
Débiteurs		
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	4 314 978
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 358 153
Autres	12	
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	98 564
Autres organismes	20	2 003 433

Endettement total net à long terme

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	30 465 700
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	109 500	105 403	106 521
Sécurité publique				
Police	4	4 273 400	4 273 327	1 121
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 953 400	1 696 851	1 047 110
Autres	10	3 600	3 451	3 558
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 059 200	1 022 119	11 495
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	13 200	12 709	7 934
Santé et bien-être				
Logement social	16	188 400	181 187	190 902
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	74 800	72 775	72 775
Autres	21			62 435
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	174 800	168 170	166 516
Activités culturelles	23	4 500	3 571	4 500
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 854 800	7 539 563	2 259 269
				1 602 092

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	2018	2017
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	6 988 108
Frais de financement	4	9 107 876
Autres	5	
	6	6 988 108
		9 107 876

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	18,98	35,00	39 298,00	1 982 246	570 182
Professionnels	2					
Cols blancs	3	42,67	35,00	80 909,00	2 281 065	656 136
Cols bleus	4	28,16	40,00	70 704,00	2 227 534	640 738
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	89,81		190 911,00	6 490 845	1 867 056
Élus	9	7,00			318 037	80 472
	10	96,81			6 808 882	1 947 528
						8 756 410

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement			
Transport en commun	11			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	37 822		37 822
Réseau de distribution de l'eau potable	13	38 566	31 386	69 952
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égout	15			
Autres	16	462 872	94 158	557 030
	17	539 260	125 544	664 804

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	2018	2017
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	25 899
	4	38 691
Sécurité publique		
Police	5	1 500
Sécurité incendie	6	19 744
Sécurité civile	7	27 393
Autres	8	
	9	21 244
Transport		27 393
Réseau routier		
Voirie municipale	10	201 885
Enlèvement de la neige	11	541
Autres	12	3 378
Transport collectif	13	
Autres	14	
	15	205 804
Hygiène du milieu		193 685
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	70 299
Réseau de distribution de l'eau potable	17	152 262
Traitement des eaux usées	18	
Réseaux d'égout	19	147 275
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	20	
Matières recyclables	21	14 491
Autres	22	
Cours d'eau	23	
Protection de l'environnement	24	
Autres	25	
	26	384 327
Santé et bien-être		338 599
Logement social	27	96
Sécurité du revenu	28	115
Autres	29	
	30	96
Aménagement, urbanisme et développement		115
Aménagement, urbanisme et zonage	31	
Rénovation urbaine	32	4 182
Promotion et développement économique	33	5 620
Autres	34	
	35	4 182
Loisirs et culture		5 620
Activités récréatives	36	32 005
Activités culturelles		
Bibliothèques	37	74 679
Autres	38	35 732
	39	106 684
Réseau d'électricité	40	50 694
	41	748 236
		654 797

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Westram	82 369	16 595
Stéphanie Nantel	23 178	11 589
Hélène Akzam	21 481	10 741
René Villeneuve	24 332	12 016
Melissa Monk	21 858	10 929
Philip Panet-Raymond	24 357	12 178
Marie-Hélène Fortin	23 366	11 683

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 800 000 \$
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? 2 3 4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 6
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 7 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 8 9

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	26 194 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	480 000 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018		
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	16 _____	9 758 \$
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
b) autres formes d'aide	19 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019	20 _____	\$
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 29 _____

b) Date d'adoption de la résolution 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Rosemère

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Rosemère** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'**« état »**).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



1

Vaudreuil-Dorion,
Le 18 avril 2019

¹ Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	23 757 029
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	_____
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	_____
Déduire		
Taxes d'affaires	5	_____
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	_____
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 133 140
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	76 685
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>17 547 204</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	2 630 507 433
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>2 634 613 633</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>2 632 560 533</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | | , |6 |6 |5 | / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Rosemère

Code géographique : 73020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	17 990 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 897 200
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	20 887 300

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux		
Eau	10	1 885 100
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 655 000
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	80 000
Service de la dette	18	474 600
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 094 700

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 094 700
	27	24 982 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	2
Taxes d'affaires	3
Compensations pour les terres publiques	4
	5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	80 100
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	456 700
	9	536 800

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	
Taxes sur la valeur foncière	10
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	11
Taxes d'affaires	12
	13
	14
	536 800

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	16
Taxes d'affaires	17
	18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	20
	21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22
Autres	23
	24
	25
	536 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	2 070 339 367 x 5	0,4619 /100\$ 6	9 562 590			
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	571 643 105 x 11	1,4508 /100\$ 12	8 293 345			
Immeubles industriels	13	x 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x 17	/100\$ 18				
Autres	19	14 525 334 x 20	0,9237 /100\$ 21	134 165			
Immeubles agricoles	22	x 23	/100\$ 24				
Total			25 17 990 100	26 (.....) 27 (.....) 28 29 17 990 100			
 Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	x 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	2 070 339 367 x 34	0,0744 /100\$ 35	1 540 214			
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	571 643 105 x 40	0,2336 /100\$ 41	1 335 358			
Immeubles industriels	42	x 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	x 46	/100\$ 47				
Autres	48	14 525 334 x 49	0,1489 /100\$ 50	21 628			
Immeubles agricoles	51	x 52	/100\$ 53				
Total			54 2 897 200	55 (.....) 56 (.....) 57 58 2 897 200			

၁၈

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		Par unité de logement
Eau		1 1 7 9 , 0 0 \$
Égout		2 , \$
Eau et égout		3 , \$
Traitement des eaux usées		4 , \$
Matières résiduelles		5 3 1 2 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Eau au compteur	1,1483	7	mètres cube
Amélioration locale		7	divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	24 982 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3
---	---

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4
--	---

Déduire

Taxes d'affaires	5
------------------	---

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6
--	---

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 562 998
---	---	-----------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	80 000
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
--	---	-------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	18 339 002
---	----	-------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	2 656 507 806
---	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	| 0 | , | 6 | 9 | 0 | 3 | /100 \$
--	----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
			Immeubles non résidentiels	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	9 628 600		155 700	
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	94 920			
Autres	5	366 146			
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	10 089 666		155 700	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Résidentielles	Résiduelle	Total
		Agriculture	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9	11 103 000	20 887 300
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12	379 680	474 600
Autres	13	3 173 954	3 540 100
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16	14 656 634	24 902 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

- Pour la taxe foncière générale

OUI

NON

S.O.

1 2

- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

3 4 5

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.

6 7 8

- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.

9 10 11

- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels

12 13 14 15 16 17 18 19 20

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

21 22

3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?

23 24

Si oui, indiquer le montant.

25 _____ \$

4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

26 _____ \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>32 907 200 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>2 765 000 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>903 400 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévu au budget	30	<u>700 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jocelyne Montreuil, CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Rosemère pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-13.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Rosemère.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rosemère consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Rosemère détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-25 09:46:56

Date de transmission au Ministère :